

Lundi
SHERBROOKE
2 avril 1990
81^e ANNÉE — No 35
(WEEK-END: 1,00\$) 0,50\$
Domicile: 3,10\$ par semaine.

récupérer

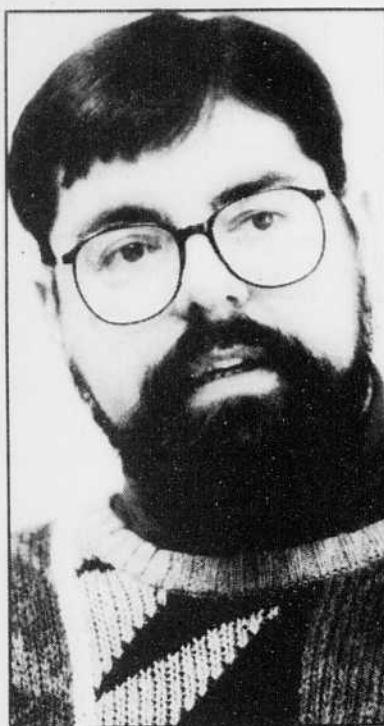
AUJOURD'HUI



POUR DEMAIN

PHOTOCLIP D7

Culture: Marc Latendresse se voit tel un entraîneur



Marc Latendresse, chef de division des activités culturelles aux Services récréatifs et communautaires de la Ville de Sherbrooke.

ÉDUCATION A2

L'environnement marque la 14^e «Exposciences»



Les élèves ont présenté plusieurs inventions aux visiteurs, à cette exposition qui se déroulait sous le thème de «Sciences pour la paix, à 10 ans de l'an 2000».

SHERBROOKE A3

Le Regroupement des citoyens définit ses orientations

ENLÈVEMENTS A3

Eaton prendra des mesures de sécurité dès ce matin

SOUVERAINETÉ C8

Jacques Parizeau réclame la tenue d'états généraux

HOCKEY D1

Le Canadien rate le trophée Jennings par deux buts

MÉTÉO A2

(92^e jour de l'année)

Averses: 3 à 6 C
Lever du soleil: 6h27
Coucher du soleil: 19h16

Chrétien assouplit sa position sur le Lac Meech

Marie TISON Winnipeg (PC)

Jean Chrétien a légèrement assoupli sa position vis-à-vis l'Accord du lac Meech, hier. Si le candidat à la direction du Parti libéral du Canada réclame toujours des amendements à l'entente constitutionnelle, il a évoqué la possibilité de ne les faire adopter qu'une fois l'accord officiellement ratifié.

«C'est de la mécanique, a-t-il déclaré, à l'issue du quatrième forum réunissant les candidats au leadership du Parti libéral, qui se tenait hier à Winnipeg. Il n'y aura personne qui discutera vraiment à savoir s'il faut voter une heure avant ou une heure après (l'adoption du Lac Meech au Nouveau-Brunswick)».

Il a affirmé que l'essentiel était de réunir les 11 premiers ministres afin d'établir un consensus sur les quelques changements nécessaires pour rendre l'accord acceptable à tous.

«La mécanique pour le mettre en place, ça deviendra facile, parce qu'il y aura une entente sur la substance, a-t-il déclaré aux journalistes. Quand à savoir s'il faut voter au Nouveau-Brunswick avant le Québec, il appartiendra aux premiers ministres de régler cette question».

Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Frank McKenna, a annoncé il y a deux semaines qu'il ferait adopter l'Accord du lac Meech à la législature de sa province si une liste de modifications à l'entente obtenait un «appui suffisant».

M. Chrétien a bien accueilli cette initiative, affirmant qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction, puisqu'elle permettait aux intervenants de reprendre les discussions.

Tout en se disant en accord avec les modifications proposées par le premier ministre du Nouveau-Brunswick, il en a réclâmé «une ou deux de plus».



«J'espère que Robert Bourassa va retourner à la table de négociations», a déclaré Jean Chrétien, candidat en tête dans la course à l'investiture libérale.

Devant un auditoire majoritairement manitobain, une province particulièrement opposée à l'entente constitutionnelle, M. Chrétien s'est bien défendu d'avoir changé son fusil d'épaulé.

Dans son discours et dans le débat qui l'opposait à ses principaux adversaires, Paul Martin et Sheila Copps, il a soutenu que l'Accord du lac Meech ne passerait pas s'il n'était pas amendé.

Il n'a pas précisé à ce moment si ces amendements devaient venir avant ou après la ratification de l'accord.

M. Chrétien s'en est pris à la décision du premier ministre Brian Mulroney de tenir des audiences publiques sur la proposition McKenna, affirmant que seule une conférence des premiers ministres permettrait un quelconque progrès.

«Tous les éléments d'une entente qui respecte les cinq conditions du Québec sont sur la table, a-t-il déclaré. Ils doivent être agencés dans un esprit de toléran-

ce, de compromis et de compréhension mutuelle».

Il a invité le premier ministre québécois, Robert Bourassa, à participer à une telle rencontre.

«J'espère qu'il va retourner à la table de négociations, a-t-il déclaré. Pourquoi a-t-il peur de parler aux autres? Il n'est pas obligé d'accepter quoi que ce soit».

L'Accord du lac Meech a une fois de plus provoqué des étincelles entre les différents candidats hier, Mme Copps et M. Martin, partisans de l'entente, défiant sans cesse M. Chrétien de préciser sa position.

Taxe de vente

Cependant, des prises de bec ont également eu lieu entre les candidats au sujet de la taxe de vente sur les produits et services et le libre-échange.

M. Chrétien a refusé de s'engager à éliminer la taxe de vente et à abroger l'Accord de libre-échange avec les États-Unis s'il était élu premier ministre.

Chrétien fait un malheur dans l'Ouest B1

La mutinerie aurait fait trois morts

Manchester, Grande-Bretagne (AFP)

Les troubles se poursuivaient hier en fin de soirée dans la prison de Strangeways à Manchester, dans le nord-ouest de l'Angleterre, plus de dix heures après le déclenchement

d'une mutinerie qui aurait fait trois morts, selon des informations non confirmées, et une cinquantaine de blessés.

Environ 700 prisonniers étaient encore retranchés à l'intérieur de l'établissement vers 23 h 15 locales, tandis que des petits groupes de mutins occupaient toujours les toits, a indiqué un porte-parole du ministère de l'Intérieur.

Selon le porte-parole, des prisonniers continuent à se rendre régulièrement aux autorités. Le gouverneur de la prison, M. Brendan O'Freil, tentait de dialoguer avec les mutins en fin de soirée, a-t-il précisé.

Quelque 500 mutins s'étaient déjà rendus aux autorités dans la journée. La police de Manchester a précisé qu'ils allaient être transférés dans d'autres établissements.

Aucun prisonnier ne s'est échappé,

a-t-on ajouté de même source.

Dans la soirée, 25 pompiers, protégés par des policiers en tenues anti-émeute, étaient parvenus à maîtriser un important incendie allumé dans le gymnase de la prison.

Prisonniers tués

Selon des informations émanant des services de secours sur place et rapportant des témoignages de prisonniers qui se sont rendus, au moins trois prisonniers auraient été tués au cours de la mutinerie, victimes de réglements de comptes.

Leurs cadavres auraient été aperçus par les services de secours dans une aile spéciale de la prison, réservée aux prisonniers condamnés pour crimes sexuels.

Les origines de la mutinerie ne sont pas encore parfaitement connues.



Des mutins occupaient le toit de la prison, hier.

Gorbatchev essuie un «non» de la Lituanie

Moscou (AP)

Le président du parlement lituanien, Vytautas Landsbergis, a répondu «non» à Mikhaïl Gorbatchev qui lui demandait de revenir sur la déclaration d'indépendance proclamée par la république balte le 4 mars dernier. Pendant ce temps, une cinquantaine de véhicules militaires sont arrivés hier à Vilnius, la capitale lituanienne.

Vytautas Landsbergis a estimé que le chef du Kremlin «demandait l'impossible» en exigeant que la Lituanie renonce à son indépendance. Mais il a annoncé que des négociateurs lituaniens se rendraient à Moscou aujourd'hui pour tenter de rencontrer des responsables soviétiques. «S'ils ne veulent pas nous parler, c'est à nous de leur parler», a-t-il lancé à la presse, ajoutant que l'Assemblée lituanienne se réunirait également aujourd'hui pour préparer une réponse formelle à M. Gorbatchev.

Samedi, le numéro un soviétique avait proposé, en échange de la renonciation à la déclaration d'indépendance, l'ouverture de négociations «dans le cadre de la constitution soviétique». Dans une déclaration de 18 lignes, au ton très ferme, il avait averti que la situation actuelle ne pouvait aboutir qu'à une «impasse» et était grosse de «conséquences graves».

Dans une seconde déclaration adressée cette fois au peuple lituanien, M. Gorbatchev avait déclaré que la «tactique d'ultimatums unilatéraux» des dirigeants baltes mettait en péril «la vie normale et la sécurité de toute la population de la République, qu'elle soit lituanienne ou non lituanienne» et provoquait «une grande inquiétude dans le pays».

Arrivée des blindés

De 30 à 40 véhicules blindés de

transports de troupes, selon le décompte de journalistes occidentaux, sont arrivés par convoi ferroviaire dans la matinée d'hier près de l'aéroport de Vilnius où ils ont été déchargés avant de commencer à patrouiller dans les rues de la capitale.



Mikhaïl Gorbatchev

Des responsables lituaniens ont affirmé que, dans la capitale même, une colonne d'une quinzaine de transports de troupes blindés avait circulé dans les rues au petit matin, apparemment en direction d'une base militaire située dans le centre ville, à cinq kilomètres seulement du siège du parlement.

Dans les jours qui viennent, les nouvelles en provenance de Vilnius devraient se raréfier en raison du départ de nombreux journalistes étrangers samedi et hier. En effet, depuis le 23 mars, le ministère soviétique des Affaires interdit à la plupart des journalistes basés à Moscou de se rendre sur place et les accréditations temporaires de la plupart de ceux qui étaient déjà en Lituanie arrivaient à expiration en fin de semaine.



À Kiev, plus de 20 000 Ukrainiens ont défidé les autorités et manifesté leur appui à l'indépendance de la république de Lituanie.

Le syndicat conteste en cour la nomination du d.g.

... au Cégep de Victoriaville

Pierre HÉBERT

Victoriaville

Le syndicat des enseignants du Collège de Victoriaville, mettant sa menace à exécution, vient de déposer devant la Cour supérieure du district d'Arthabaska une requête en nullité du vote concernant le renouvellement du mandat du directeur général de l'institution, M. Clément Bernier.

Le mandat du directeur général a été renouvelé pour une période additionnelle de trois ans, à l'assemblée régulière du conseil d'administration du 22 janvier dernier. Le vote secret, excluant les employés du Cégep, s'est traduit largement en faveur du renouvellement. Une seule abstention et un vote contre ont été enregistrés.

La requête, de huit pages, qui a été préparée par les enseignants du collège avec la collaboration des intervenants du service juridique de la CEQ devrait être entendue vers le 17 avril.

Les enseignants soutiennent que le président du conseil d'administration, Me Jean-Guy Dubois, aurait fait une interprétation erronée de

l'article 12 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel. Les requérants soutiennent que Me Dubois ne pouvait priver certains membres du conseil d'administration de leur droit de vote comme il a été fait.

La requête réclame ni plus ni moins la reprise des procédures entourant le vote. A partir des motifs allégués, le syndicat réclame l'annulation de la résolution concernant le renouvellement du mandat du directeur général et que l'on déclare nulle et invalide la nomination de M. Clément Bernier.

La présidente du syndicat des enseignants, Mme Elise Maynard, a précisé que ces derniers n'étaient pas seuls dans la lutte qui s'amorce. Elle ajoute que le syndicat des professionnels non enseignants et le syndicat des employés de soutien appuient la démarche entreprise. Cette dernière est optimiste quant à l'issue finale de l'initiative en cours.

Mme Maynard a laissé entendre que le climat au sein du collège était tendu particulièrement avec le service au personnel et la direction générale.

CA S'PEUT PAS!
CHEZ **MAGOG MAZDA**
TOUS NOS MODÈLES 90 EN INVENTAIRE
LAISSÉS AU PRIX DE LA FACTURE!
DERNIÈRE SEMAINE POUR EN PROFITER

FINANCEMENT 11,9%
* 1ère année de contrat pour 60 mois

MAGOG MAZDA
209, boul. Bourque, Omerville, 868-1101

L'Exposciences préoccupée par l'environnement

□ Sept gagnants participeront à l'Exposciences de Hull

Daniel FORGUES Sherbrooke

La protection de l'environnement a particulièrement marqué la 14e Exposciences de l'Estrie qui a fermé ses portes au Triplet hier après-midi à Sherbrooke.

Plusieurs des quelque 80 kiosques en exposition traitaient de la protection de l'environnement à cette Exposciences qui se déroulait sous le thème de «Sciences pour la paix, à 10 ans de l'an 2000».

Les représentants des sept kiosques gagnants dont les noms ont été

dévoilés hier en fin d'après-midi, pourront participer à l'Exposciences panquébécoise à Hull en avril.

Les gagnants de cette exposition participeront ensuite à la pancanadienne puis, plus tard, à l'Exposciences internationale de Prague en 1991.

Une quinzaine d'écoles secondaires et six écoles primaires de l'Estrie ont participé à cette 14e Exposciences où, selon le coordonnateur Jacques Béland, on a noté une hausse de plus de 60 pour cent dans le nombre de projets présentés.

Ce sont en fait quelque 280 étudiants qui ont travaillé d'arrache-

piéd depuis plusieurs mois, voire même deux ans dans un cas, pour présenter leur projet à cette Exposciences qui s'inscrit dans un circuit de plusieurs autres manifestations du genre au Québec.

En comptant les exposants, ce sont plus de 500 personnes qui ont contribué à faire un succès de cette 14e Exposciences.

Rappelons que l'Exposciences de l'Estrie est un organisme à but non lucratif qui, chaque année, organise une manifestation du genre en collaboration avec une école de l'Estrie; l'an dernier, l'Exposciences s'était

déroulée au Séminaire Salésien.

Si plusieurs participants provenaient d'écoles du Sherbrooke métropolitain, plusieurs étaient aussi étudiants dans des écoles de La Patrie, Coaticook, Drummondville, Cowansville et Granby. Pour la première fois cette année, on notait la participation des étudiants de la polyvalente Le Tournesol de Windsor avec six projets.

Des prix ont été accordés hier après-midi pour tous les kiosques, mais les sept premiers seulement participeront à l'Exposciences panquébécoise de Hull.

Ces participants sont:

- Isabelle Bélisle et Almara Coupet du Collège Sacré-Coeur de Sherbrooke;
- Paul Farand de la polyvalente Sacré-Coeur de Granby;
- Annie Simard du Collège Mont Notre-Dame de Sherbrooke;
- Dominic Gareau et Martin Brodeur de la polyvalente Sacré-Coeur de Granby;
- Talkèna Wasungu et Marc Breton de la polyvalente Sacré-Coeur de Granby;
- Mona Beauvoyer du collège Mont Notre-Dame de Sherbrooke;
- Julie D'Arcy de l'école Le Ber de Sherbrooke.

Le PQ de l'Estrie s'en prend au travail des députés de la région

Sherbrooke (JP)

«Le mutisme des députés libéraux de la région est indécent.» C'est en ces termes que le président du Parti Québécois pour la région de l'Estrie, Henri Bourassa, qualifie le travail des députés provinciaux André-J. Hamel, dans le comté de Sherbrooke, Robert Benoit, dans Orford, et Monique Gagnon-Tremblay, dans St-François.

M. Bourassa s'indigne de leur silence dans le dossier constitutionnel, mais également pour tout ce qui concerne les hausses de taxes annoncées depuis un certain temps: TPS, hausse des frais chez Hydro-Québec, hausse des frais de scolarité, hausse des taxes scolaires.

«On a élu des «yes men» et des «yes misses». Je comprend qu'ils n'ont pas les réponses à tous les problèmes mais ils n'interviennent même pas, ils ne disent rien. Ce n'est pas des sièges de sénateurs qu'on leur a donnés. La population a le droit de savoir ce qu'ils pensent sur ces questions. Elle a élu des représentants, pas des marionnettes qui disent toujours oui.»

M. Bourassa craint que les contribuables aient à payer une note très élevée pour l'incurie du gouvernement. «Le fédéral a fait son budget en passant la rondelle aux provinces, et le Québec la passe maintenant aux municipalités et aux commissions scolaires, qui n'auront pas le choix de la repasser aux contribuables. Qu'en pensent nos députés? Je l'ignore.»



Photo La Tribune par Luc Lemay

Environ 280 élèves ont travaillé à faire un succès de cette 14e Exposciences en Estrie en fin de semaine, expliquant et répondant aux questions de plus de 7000 personnes qui ont visité la manifestation qui se déroulait à l'école Triplet.

CONCOURS

Célébration ANNIVERSAIRE La Tribune

PROFITEZ DU 80^e ANNIVERSAIRE DE LA TRIBUNE EN VOUS ABONNANT POUR 80 JOURS AU PRIX SPECIAL DE 35\$ ET COUREZ LA CHANCE DE GAGNER UN DES 30 PRIX DE 80\$ EN TOUT 880\$ EN ARGENT

3280\$ A GAGNER

RÈGLEMENTS DU CONCOURS

1. La Tribune donne la chance à ses nouveaux abonnés de gagner un des 30 prix de 80\$ et un grand prix de 880\$ en argent.
2. Pour participer, il faut s'abonner à La Tribune pour une durée de 80 jours au prix spécial de 35\$.
3. Le concours débute le lundi 12 mars 1990 et se termine le vendredi 18 mai 1990, soit une durée de 10 semaines.
4. Durant la période du concours, toutes les personnes qui s'abonneront à La Tribune pour une durée de 80 jours deviendront automatiquement admissibles à ce concours.
5. Dix (10) tirages auront lieu les lundis 19, 26 mars, 2, 9, 16, 23, 30 avril, 7, 14 et 21 mai 1990. A chacun de ces tirages, trois noms seront tirés au hasard parmi tous les nouveaux abonnés (abonnement de 80 jours) inscrits durant la semaine précédente. Les trois personnes chanceuses gagnent un des 3 prix de la semaine, soit 80\$.
6. Un tirage supplémentaire aura lieu le lundi 21 mai 1990. Lors de ce tirage, un nom sera tiré au hasard parmi tous les nouveaux abonnés (abonnement de 80 jours) inscrits durant les 10 semaines précédentes, soit la durée totale du concours. La personne chanceuse gagnera le grand prix du concours, soit 880\$ en argent.
7. Les gagnants seront avisés par La Tribune de la façon de prendre possession de leur prix et leurs noms seront publiés dans La Tribune.
8. La Tribune ne sera en aucun cas responsable pour plus de 3.280\$ en argent même si la cause est due à une erreur typographique ou autres.
9. Les droits exigibles en vertu de ce concours ont été acquittés par La Tribune. Tout litige concernant la conduite de ce concours peut être soumis à la Régie des Loteries et Courses du Québec.
10. Les règlements de participation de ce concours sont disponibles aux bureaux de La Tribune, 1950, rue Roy, à Sherbrooke.
11. Les employés de La Tribune ne sont pas admissibles à ce concours ainsi que les personnes domiciliées avec elles.

11372

le journal qui vous suffit!

ABONNEZ-VOUS DÈS MAINTENANT

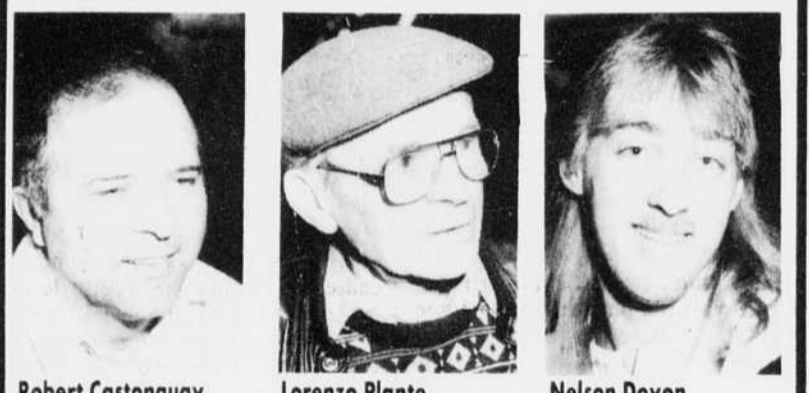
REMPLISSEZ CE COUPON OU COMPOSEZ LE 564-5466

pour rejoindre le service des abonnements.

ET RETOURNER A: LA TRIBUNE, ABONNEMENT 80e, 1950, RUE ROY, SHERBROOKE, J1K 2X8

QU'EN PENSEZ-VOUS ?

Croyez-vous que Sherbrooke devrait imiter Winnipeg et permettre le paiement des amendes par carte de crédit ?



Robert Castonguay, de Danville: «Qu'est-ce que ça peut changer ? Ça ne coûte pas moins cher. Mais c'est peut-être plus facile de rejoindre certaines personnes. Certains n'aiment pas se déplacer.»

Lorenzo Plante, de Lennoxville: «S'ils le font à Winnipeg, on pourrait le faire à Sherbrooke. Winnipeg est une grosse ville mais ça n'a rien à voir avec la grosseur de la ville.»

Nelson Doyon, de Sherbrooke: «Je ne sais pas. Je n'ai pas de carte de crédit. Je ne peux pas dire si ce serait une bonne chose ou non.»

Johanne Morin, de Granby: «Je ne vois pas pourquoi ils ne le feraient pas. Ça pourrait probablement faciliter le paiement pour plusieurs personnes.»

Rita Perron, de Sherbrooke: «Pourquoi pas ? Ça pourrait faciliter le paiement. Quand tu peux payer par carte, la contravention paraît moins pire. Mais je n'en ai pas eu souvent dans ma vie.»

Nil Lambert, de Sherbrooke: «Certainement. C'est toujours un problème. Certains négligent toujours de payer et reçoivent ensuite des factures plus élevées. La carte de crédit permettrait de payer rapidement, ce n'est jamais un gros montant.»



loto-québec

Résultats

Tirage du 90-03-31

6/6	1	2 358 233,80 \$
5/6+	13	68 529,80 \$
5/6	282	2 415,80 \$
4/6	16 486	79,40 \$
3/6	311 696	10,00 \$

6-23-25-31-39-41

No complémentaire: 12

VENTES TOTALES: 18 572 177,00 \$

PROCHAIN GROS LOT (APPROXIMATIF): 1 800 000,00 \$

PROCHAIN TIRAGE: 90-04-04

Tirage du 90-03-31

6/6	0	554 079,00 \$
5/6+	2	19 160,00 \$
5/6	166	153,90 \$
4/6	4 783	24,00 \$
3/6	53 645	5,00 \$

3-7-13-27-33-34

No complémentaire: 1

VENTES TOTALES: 1 550 007,00 \$

PROCHAIN GROS LOT (APPROXIMATIF): 800 000,00 \$

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

METEO

Montréal (PC)

Le 1er avril — et ce n'était pas un poisson d'avril — a réservé, hier, du temps nuageux sur la majeure partie du Québec; quelques régions ont bénéficié de périodes de soleil, mais seuls certains secteurs de la région de Montréal et de l'Estrie ont eu droit à quelques heures de temps généralement ensoleillé.

Les nuages continueront d'être prédominants les jours prochains. La nuit dernière, il devait y avoir un peu de pluie se changeant en neige sur le nord-ouest de la province; de même, on prévoyait des possibilités d'averses sur le sud du territoire.

Aujourd'hui et demain, de faibles précipitations liquides ou plus solides sont prévues pour certaines régions, mais de la pluie plus importante est attendue demain sur le sud du Québec, à cause d'une perturbation venant du nord en passant par l'est des États-Unis.

Sauf pour l'extrême sud du Québec, les températures resteront près de ou légèrement au-dessous des normales saisonnières, ce qui explique que les précipitations seront sous forme de neige sur le nord-ouest de la province et parfois aussi sur certaines régions de l'est du Québec.

Voici les prévisions du temps et de la température (maximum, aujourd'hui, et minimum devant être atteint la nuit prochaine) telles qu'é émises, hier après-midi, par l'Environnement Canada pour aujourd'hui, de même qu'un aperçu pour la journée de demain, mardi.

Estrie: nuageux avec quelques averses. Max.: de 4 à 6; min.: près de 3 degrés. Probabilité de précipitations: 60 pour cent. Du temps pluvieux est dans la carte du ciel de demain.

Drummondville, Montréal et Trois-Rivières: nuageux avec quelques averses, surtout en fin de journée. Maximum, aujourd'hui: près de 6 degrés; minimum, la nuit prochaine: près de 3 degrés. Probabilité de précipitations: 70 pour cent. Demain, le temps sera pluvieux.

Beauce et Québec: nuageux et possibilité d'averses. Max.: près de 4; min.: de 0 à 2 degrés. Probabilité de précipitations: 30 pour cent. Le temps de demain sera nuageux avec quelques averses débutant en après-midi.

Hull-Ottawa et Cornwall: nuageux avec quelques averses, surtout en fin de journée. Max.: près de 6; min.: près de 3 degrés. Probabilité de précipitations: 70 pour cent. Demain, ce sera pluvieux.

Saguenay-Lac-Saint-Jean, La Tuque et réserve faunique des Laurentides: nuageux; quelques flocons de neige en terrains montagneux. Max.: près de 3 degrés; min.: près de -2. Probabilité de précipitations: 20 pour cent. Demain, ce sera nuageux avec possibilité d'averses de pluie ou de neige.

Charlevoix, Rivière-du-Loup, Rimouski et vallée de la rivière Matapédia: nuageux. Max.: près de 1; min.: près de -3. La journée de demain se déroulera sous un ciel nuageux avec possibilité d'averses.

Vers le soleil:

Acapulco	25	31	Barbade	26	29
Bermudes	22	23	Brownsville	21	22
Daytona	18	26	Honolulu	21	27
Kingston	24	31	La Havane	21	30
Las Vegas	11	24	Los Angeles	13	17
Mexico	11	27	Miami	21	29
Myrtle Beach	17	19	Nassau	23	29
Orlando	19	25	Palm Springs	14	26
Reno	2	22	San Juan	25	29
Tampa	19	27	Trinidad	24	32
West Palm Beach	19	31			

INDEX

Arts:	D-7
Carrières et professions:	B-6
Décès:	C-7
Économie:	C-1
Éditorial:	B-2
Petites annonces:	C-2
Secrets mal gardés	B-5
Sports:	D-1
Vivre en 89:	B-4

La Tribune

1950, rue Roy, Sherbrooke, Qué.,
Tél.: 564-5450, J1K 2X8

Téléphones:
Petites annonces: 564-0999
Publicité: 564-5450
Rédaction: 564-5454
Abonnements: 564-5466

Journal quotidien publié à Sherbrooke Inc.
par Les Journaux Trans-Canada (1982) Inc.
(Division La Tribune)

ADMINISTRATION
Jean-Guy Dubuc
Président et éditeur

Jean-Guy Farah
Vice-président
Finances et administration

RÉDACTION
Jean Vigneault
Rédacteur en chef
Roch Bilodeau
Chef éditorial-adjoint
Pierre-Yvan Bégin
Chef des nouvelles

Maurice Cloutier
Adjoint chef nouvelles
Stéphane Lavallée
Chef de copie
Denis Massier
Directeur des pages sportives

PUBLICITÉ
J. Bertin St-Amand
Directeur marketing

Gilles Boisjoly
Directeur des ventes

PRODUCTION
Jean-Pierre Robitaille
Directeur de la production
J. Jacques Delorme
Chef des opérations

Gérard Pépín
Adjoint
Gaston Granier
Adjoint
Benoît Côté
Chef pressier

COMPTABILITÉ
André Corriveau
Comptable

Julienne Poulin
Gérante du crédit

TIRAGE
Jean-Nil Laplante
Directeur du tirage

André Casteau
Adjoint au directeur

GÉRANTS DE DISTRICT
Pierre-Alain Dion
Jacques Faucher
Michèle Fournier
Michel Lavoie
Serge Nadeau

Claude Ouellet
Jean-Marc Pépín
Gaston Pinard
Jean-Charles Poulin
Pierre Fournier

EXPÉDITION
Michel Doyon
Gérant

BATISSE
André Jacques
Responsable

Courrier de deuxième classe.
Enregistrement No 1359.
Abonnement Au Canada, territoire immédiat, sauf endroits désignés par contrat et routes maritimes: 1 an \$130,00, 6 mois \$77,00, 3 mois \$40,00, 1 mois \$20,00. Hors de notre territoire immédiat: 1 an \$200,00, 6 mois \$125,00, 3 mois \$80,00, 1 mois \$30,00. États-Unis et autres pays: 1 an \$350,00, 6 mois \$200,00, 3 mois \$125,00, 1 mois \$50,00.

"La Tribune" est sociaire de la Presse canadienne, de l'Association des quotidiens de langue française, membre de l'Association des quotidiens du Canada, affiliée à l'Audit Presse de Circulation ABC et à l'Union internationale de la presse catholique. Sources d'informations: Presse canadienne, Presse associée, Reuters, Agence France-Presse. Le service de photos fac-similées de la Presse canadienne et les agences affiliées sont autorisées à reproduire les informations de La Tribune.

50 militants définissent les orientations du RCS

Jean Pichette Sherbrooke

«Le vrai changement qu'on propose, c'est ce qu'on a vécu aujourd'hui. On a fait la preuve qu'on peut se parler de la façon dont on veut organiser la société et aboutir à des décisions dans des délais raisonnables.»

Près d'une cinquantaine de militants du Regroupement des citoyens et citoyennes de Sherbrooke (RCS) ont officiellement adopté, samedi, dans le cadre d'un congrès d'orientation, le programme qui servira de plate-forme électorale du parti pour les élections municipales du 4 novembre prochain. Pour le président du RCS, Maurice Bernier, qui n'a pas reçu d'opposition lors des élections du nouveau comité exécutif, l'adoption de ce programme risque de transformer en profondeur la scène politique municipale.

«Ce que nous proposons représente une transformation radicale. Il s'agit d'un premier pas vers la décentralisation de l'appareil administratif municipal», note M. Bernier.

Reconnaissant que la formation qu'il dirige s'inspire de la même philosophie que le Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM), M. Bernier pense que les changements proposés par le RCS peuvent largement contribuer à démocratiser la politique municipale.

Nouvelles structures

Au cœur des changements proposés dans le cadre du document intitulé «Projet de réforme pour l'avenir de Sherbrooke», le président note la création des conseils de quartiers et des commissions municipales permanentes, pour favoriser une plus grande participation des citoyens à la vie municipale. Au nombre de quatre, les conseils de quartier, formés de gens élus par les résidents du quar-



Maurice Bernier

tier, étudieraient toutes les questions relevant du quartier concerné et feraient des recommandations au conseil municipal.

«Et rien n'interdit que dans quelques années, ces conseils de quartiers prennent plus de responsabilités, au niveau des loisirs et de l'entretien des parcs par exemple», note M. Bernier.

Quant aux commissions municipales permanentes, elles auraient pour tâche de définir les grandes politiques municipales, dans les domaines de l'emploi, l'environnement et l'urbanisme. Présidées par des conseillers municipaux, ces commissions comprendraient des fonctionnaires municipaux et des intervenants du milieu intéressés par les thèmes abordés.

Un parti ouvert

Une cinquantaine de membres du RCS ont ainsi discuté des orientations fondamentales qu'ils veulent donner à l'administration municipale. La démocratie municipale, le dé-

veloppement de l'emploi, l'environnement, l'habitation et plusieurs autres thèmes ont ainsi fait l'objet de longues discussions de la part des participants, parmi lesquels se trouvaient plusieurs représentants des milieux populaires et environnementaux.

«On a souvent laissé entendre que le RCS était un groupe d'intellectuels. Mais vous voyez bien qu'il y a toutes sortes de gens ici. C'est dû à la présence d'un parti politique démocratique, qui permet aux gens de tous les milieux de se faire entendre. Notre parti est ouvert à tout le monde, il n'y a pas de chasse gardée», explique M. Bernier.

Ne cachant pas son optimisme, le président ajoute que le RCS continuera dans les prochaines semaines à préparer les élections de l'automne. Une campagne de financement populaire sera bientôt lancée. Ce n'est toutefois que vers la fin du mois d'août que les membres du parti désigneront un candidat à la mairie.

Pas de nouvelles régionales à CFKS au bulletin de midi

□ La journaliste Anne-Josée Bouchard inhumée cet après-midi

Sherbrooke (DF)

Il n'y aura pas de bulletin de nouvelles régionales sur les ondes de la télévision CFKS de Sherbrooke ce midi, toute l'équipe de l'information devant se rendre à Lac-Mégantic pour assister aux obsèques de leur consœur Anne-Josée Bouchard, morte noyée dans la voiture de son amie vendredi soir.

min Saint-François vendredi soir. L'ami de la journaliste, conducteur de la voiture, a réussi à quitter le véhicule mais n'a pu sortir Anne-Josée Bouchard malgré tous les efforts déployés.

Un peu plus tard, plusieurs secouristes dont un infirmier, des sapeurs, des policiers et ambulanciers n'ont pu ramener à la vie la jeune journaliste qui avait séjourné dans l'eau une vingtaine de minutes.

«Ca m'a bouleversé. Je n'en reviens pas encore. Quand on filme, on cadre, on s'assure que la prise de vue est bonne, on ne voit que des personnalités dans la caméra sans savoir de qui il s'agit. On est un peu en recul et on reste comme froid devant ce qui se passe. Tout ce qui nous préoccupe sur place, c'est de s'assurer d'avoir une bonne image», dit-il au lendemain de cet accident.

Il a revu le film une fois avant de remettre la cassette à son directeur de l'information. «Je ne suis vraiment pas intéressé à revoir ça», note-t-il.

Reporter à CHLT-Radio, Bertrand Gosselin a été le premier journaliste arrivé sur place vendredi soir. Lui non plus n'a pas reconnu la jeune journaliste quand on l'a sortie de l'eau pour tenter de la réanimer et, un peu plus tard, quand on l'a transportée sur une civière jusqu'à l'ambulance.

«On ne sait jamais ce qui peut arriver et qui on peut voir dans un accident», raconte le reporter qui se retrouve tous les jours sur des scènes d'accident et de crime en Estrie.

C'est lui, qui un peu plus tard en soirée, a avisé Jean Denoncourt qu'Anne-Josée Bouchard venait de perdre la vie dans un accident.

Les funérailles de la jeune femme auront lieu cet après-midi à Lac-Mégantic d'où elle était native.

Quant à CFKS, les nouvelles régionales reprendront normalement ce soir et on y traitera de cet accident.

«On n'a pas le choix; une nouvelle est une nouvelle et ce n'est pas parce que l'une des nôtres est impliquée qu'on ne doit pas en parler», conclut Jean Denoncourt.

Rappelons qu'une heure avant cet accident impliquant la journaliste de CFKS, une violente collision frontale sur l'autoroute 55, près de Windsor, tuait instantanément Marie-Claude Pellerin, âgée de 34 ans, de Shawinigan. Quelques heures plus tard, Carmelle Larose de Sherbrooke, âgée de 47 ans, rendait l'âme au CHUS. Elle avait été impliquée dans le même accident.



Anne-Josée Bouchard telle qu'on l'a vue la dernière fois à la télévision au moment où elle faisait la lecture des nouvelles à CFKS vendredi à l'heure du midi.

Le directeur de l'information à CFKS, Jean Denoncourt, a d'ailleurs annulé les capsules d'information que l'on diffuse normalement durant les week-ends: personne dans la salle des nouvelles n'avait le cœur à décrire les circonstances dans lesquelles leur consœur avait trouvé la mort.

Rappelons que la voiture dans laquelle prenait place la jeune journaliste de 25 ans a plongé dans la rivière Saint-François à la suite d'un dérapage sur la chaussée enneigée du che-

Caméraman de CFKS sur place

Sans connaître l'identité de la personne qu'on tentait de sauver ce soir-là, le caméraman de CFKS, Dominic Bertrand, a fixé sur pellicule toutes les étapes de cette course contre la mort qu'on a finalement perdue. Ce n'est que plus tard en soirée qu'il a appris qu'il s'agissait d'une journaliste avec qui il travaillait régulièrement.

Couple arrêté avec quatre kilos de cocaïne en rentrant de Floride

Sherbrooke (DF)

Un couple de Sherbrooke entrant d'un périple en Floride croyait bien avoir passé sans problème les douanes de Rock Island samedi matin mais des policiers de la GRC ont intercepté tout de suite leur véhicule sur le territoire canadien pour le fouiller et trouver quatre kilos de cocaïne.

Les sacs contenant la drogue évaluée à plus d'un demi-million de dollars sur le marché noir ont été découverts cachés dans les portières de la voiture.

Lorsque le couple a été arrêté vers 3h30 du matin, une fillette dormait innocemment sur la banquette arrière.

Cette nouvelle, annoncée en premier par Télémedia dès samedi ma-

tin, a été suivie par la comparution de Michael Gibbons et Linda Mackie au palais de justice de Sherbrooke pour des accusations d'importation de cocaïne.

La jeune femme a pu recouvrer sa liberté moyennant un engagement de 1000 \$ tandis que Gibbons, qui demeure sur le chemin Duvernay, est demeuré incarcéré.

Le directeur de la sécurité chez Eaton kidnappé avec son épouse

Mesures prises dès ce matin pour éviter les enlèvements

Daniel FORGUES Sherbrooke

Des mesures bien précises seront prises dès ce matin pour éviter quel'on ait à revivre un enlèvement comme l'ont vécu en fin de semaine le directeur de la sécurité chez Eaton et son épouse.

C'est le directeur de la sécurité lui-même, Daniel Gagnon, qui a fait cette révélation hier lors d'une courte entrevue avec La Tribune, un peu plus d'une journée après avoir été enlevé, lui et son épouse, au moment où le couple arrivait à la maison dans le canton Magog.

Vraisemblablement encore sous le choc de l'émotion, M. Gagnon n'a toutefois pas voulu commenter l'enlèvement dont il avait été victime au début du week-end, un drame qui s'est éternisé jusqu'à 05h30 samedi matin pour son épouse menottée seule au sous-sol de sa résidence.

Un individu de 21 ans, originaire de Stukely-Sud, a d'ailleurs comparu samedi et comparaitra à nouveau ce matin au palais de justice pour faire face à des accusations d'enlèvement, de séquestration et de vol à main armée. Plusieurs accusations similaires pourraient d'ailleurs être portées contre cet individu qui aurait commis des crimes semblables en d'autres

endroits au Québec, dont un Granby.

Un véritable concours de circonstances a fait en sorte que cette affaire d'enlèvement et de vol soit rapidement réglée en fin de semaine. Et c'est grâce à la prompte intervention des policiers de Rock Forest que la cause a été vite réglée. Sans eux, il y a de fortes chances que le ravisseur aurait réussi son coup sans se faire prendre.

Chez eux

Un individu armé et portant une cagoule attendait le directeur de sécurité et son épouse chez eux un peu avant minuit vendredi soir.

Surpris, et sous la menace d'une arme à feu, le directeur a dû laisser son épouse se faire menotter au sous-sol. Puis, toujours sous la menace de l'arme, il a dû accompagner le triste individu jusqu'à chez Eaton, au Carrefour de l'Estrie. Pour ce faire, ils ont utilisé la voiture de M. Gagnon.

Là, deux préposés à la maintenance ont également été menottés tandis que le directeur subissait le même sort après avoir remis de l'argent au voleur. Le montant du vol n'a pas été divulgué mais pourrait atteindre plus de 100 000 \$, dont une bonne partie en coupons-cadeau Eaton.

Quelques minutes après la fuite de l'individu, Daniel Gagnon a réussi à se libérer et à avertir la police de Sherbrooke.

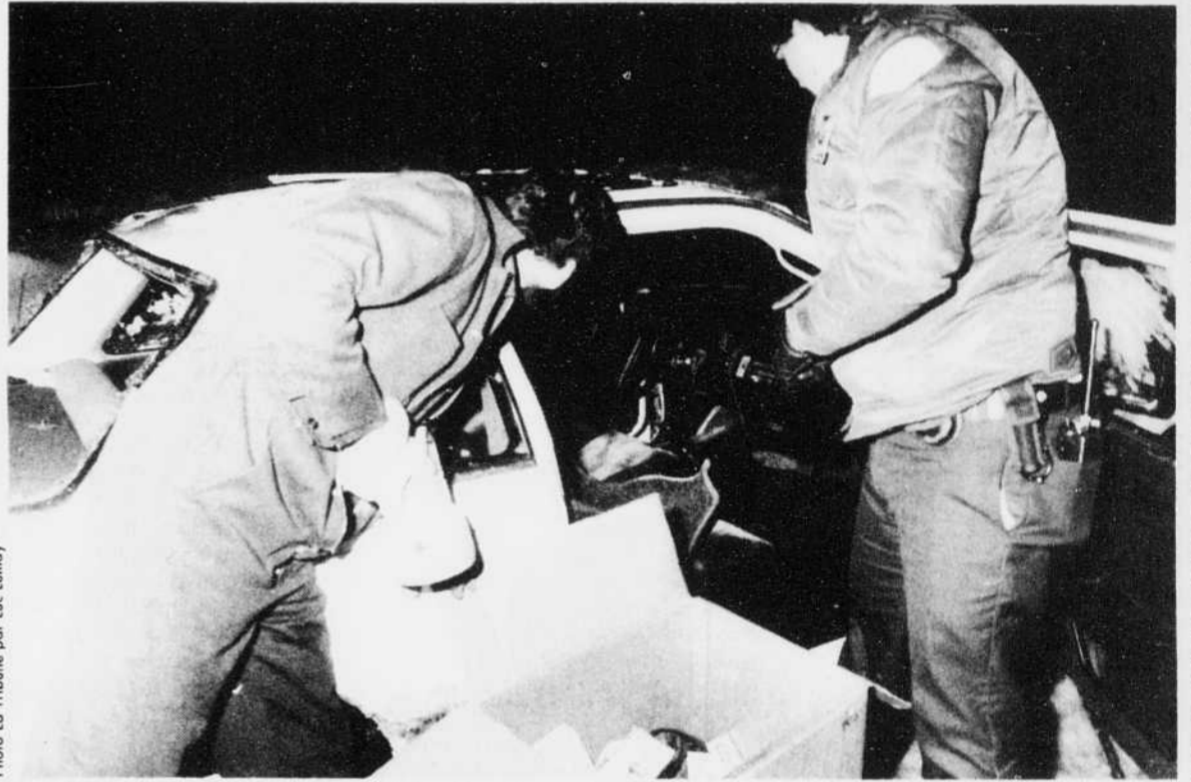
Véhicule pris en chasse

Un peu plus tard, vers 01h30, suite à une information, deux voitures de patrouille prenaient en chasse un véhicule suspect sur le boulevard Bourque, véhicule qui dérapa avant de capoter; une courte course à pieds s'ensuivit avant que le conducteur soit maîtrisé. Sur lui, un revolver chargé. Dans la voiture, une boîte contenant le butin du vol.

Pendant qu'on récupérait le butin, le suspect fut confié à la police municipale de Sherbrooke qui avait débuté l'enquête, dont les premiers résultats furent transférés à la Sûreté du Québec puisque le lieu de l'enlèvement se trouvait sur le territoire de la SQ.

Comme on ignorait si un autre ravisseur se trouvait en compagnie de l'épouse du directeur, on a attendu jusqu'à 05h30 avant de pénétrer dans la résidence des Gagnon et libérer la jeune femme qui était seule.

Le dossier, maintenant piloté par les enquêteurs du Bureau des crimes majeurs de la SQ, pourrait connaître des rebondissements dès le début de la semaine, a-t-on pu savoir.



Les policiers récupèrent le butin retrouvé dans la voiture qu'on vient de remettre sur ses roues, boulevard Bourque, samedi matin. La voiture avait dérapé puis capoté à la suite d'une courte chasse à l'homme entreprise par les policiers de Rock Forest. Le suspect a été pris.

Les femmes font le point 50 ans après avoir obtenu le droit de vote

Sherbrooke (JP)

Plus de 350 femmes de toute la région de l'Estrie et de toutes les couches socio-économiques ont participé, samedi, au colloque organisé par «Femmes en tête» pour commémorer le 50^e anniversaire de l'obtention du droit de vote des femmes du Québec.

Au carrefour du passé, du présent et de l'avenir, ces femmes se sont regroupées pour réfléchir sur les acquis des 50 dernières années et pour explorer les voies à suivre pour les prochaines années.

«Il s'agit de faire le point mais aussi de se revitaliser et de rêver ensemble. Et en se projetant dans le futur, il s'agit un peu de voir de quelle façon on voudrait que nos filles fêtent les acquis des femmes dans 50 ans», explique Gertrude Doyon, déléguée régionale de Femme en tête.

Un spectacle théâtral présentant le bilan des réflexions et témoignages recueillis auprès des femmes de la région, concernant l'histoire des fem-

mes en Estrie, a ouvert cette journée, tenue sous le signe de l'originalité.

Après des discussions en ateliers portant sur différents aspects de la condition féminine, les participantes à cette journée ont en effet été invitées à franchir les murs du discours et à faire appel à leur créativité pour exprimer leur vision de la situation actuelle des femmes.

A cet égard, un dîner-animation a permis aux femmes de faire un voyage dans le temps sur une note humoristique. Invitées à apporter un objet ancien ou actuel qui reflète le vécu des femmes, les participantes ont ainsi pu s'amuser en évoquant les souvenirs reliés à des objets aussi divers qu'un corset, un retour-cils ou une planche à laver. L'historienne Micheline Dumont, de l'Université de Sherbrooke, co-anima ce dîner.

Après-midi, la traditionnelle plénière a fait place à des ateliers-création, où les femmes des différents ateliers étaient invitées à traduire leurs réflexions sous forme de pièce de théâtre, chanson, collage ou tout autre création.

Avancées et reculs

Une exposition préparée par des membres de la Société d'histoire des Cantons de l'Est permettait par ailleurs de mesurer de façon tangible les changements survenus pour les femmes, pendant les 50 dernières années, dans une douzaine de domaines, allant du politique au travail ou de la maternité au sport.

Composée de coupures de journaux de 1940 et de 1989-90, cette exposition permettait de juger des avancées et reculs du mouvement des femmes depuis leur obtention du droit de vote.

Trentaine de contraventions pour de l'alcool sur la rue

Lennoxville (DF)

Les participants au «brotherhood week end» chez les étudiants de l'université Bishop se sont calmés devant la police en fin de semaine, les effectifs triplés chez Métro-Police ayant eu l'effet désiré.

Si on ne rapportait pas d'acte de vandalisme ou de barbarie comme ce fut le cas vendredi, on signalait quand même plusieurs beuveries dans les maisons louées par des groupes d'étudiants.

Dans la seule nuit de samedi à dimanche, par exemple, les patrouilleurs de Métro-Police ont émis une cinquantaine de billets d'infraction à autant d'étudiants pris à consommer de l'alcool sur la voie publique. On ne compte pas les cas où les étudiants ont réussi à prendre la fuite pour s'é-

viter une telle contravention entraînant une comparution en cour municipale.

Dans une des maisons louées par des étudiants, samedi soir, on a dénombré au moins 75 fêtards se trémoussant au sons d'un orchestre sur place. Les policiers sont intervenus vers 2h hier matin et tout est rentré dans l'ordre.

Rappelons qu'au moins sept groupes d'une trentaine d'étudiants chacun participaient aux festivités de ce week-end marqué de mystérieuses initiations, et surtout de beuveries.

Vendredi, deux poules égorgées et un cochon de lait mort ont été trouvés dans des appartements d'étudiants trouvés tandis que des dommages d'au moins 5000 \$ avaient été causés dans un appartement de la rue Church.

Depuis trois générations

J.A. Robert Ltée
Fourrure

Bien entreposées, vos fourrures resteront belles et fidèles de longues années

ENTREPOSAGE ASSURANCE VALEUR À NEUF

1084, rue King Ouest
Sherbrooke (Québec)
J1H 1S2

Cuillette sans frais
562-4006

Régions

Rénovation de l'école en 1991 ?

Huguette Hébert Bromptonville

Le directeur de l'école Marie-Immaculée de Bromptonville, Paul Emond, mentionne que la rénovation de cette école demeure, malgré le tout dernier plan d'investissement en immobilisations, la troisième priorité de la Commission scolaire catholique de Sherbrooke (CSCS), pour les investissements à frais partagés avec le ministère de l'Éducation.

La CSCS, qui vient en effet de dévoiler la liste de ses priorités pour les immobilisations à frais partagés avec le ministère de l'Éducation, place l'école de Bromptonville au quatrième rang, en regard du troisième rang l'an dernier.

«Les nouvelles ne sont pas si mauvaises, explique-t-il, et je ne crois pas que la rénovation de Marie-Immaculée doivent attendre jusqu'aux calendes grecques.» Cette école primaire de premier cycle avait été jugée vétuste en 1988 et considérée, par la CSCS, comme l'un des trois projets prioritaires de rénovation.

«La Commission scolaire de Sherbrooke ne considère pas que la construction de nouveaux locaux à l'école professionnelle du Vingt-Quatre Juin (la 3e priorité de cette année) puisse être évaluée comme un projet à frais partagés entre le ministère de l'Éducation et la CSCS. Ce sont uniquement les programmes de rénovation qui font partie des projets à frais partagés. Nous demeurons donc la 3ième priorité, car les nouveaux aménagements de Vingt-Quatre Juin doivent être entièrement défrayés par le Ministère.»

«Le directeur général de la CSCS, Roland Quintal, m'a as-

suré, dit-il, que si le Ministère était prêt à admettre les trois plans de rénovations (le Triolet, l'Assomption et Marie-Immaculée), comme projets à frais partagés, alors la Commission scolaire pourrait fournir le 200 000 \$ nécessaire pour chacune des institutions.»

Pour l'instant, rien n'est assuré. Mais le directeur de Marie-Immaculée a bon espoir. «La réfection de Marie-Immaculée pourrait se faire en 1991, pense-t-il. Dans les meilleurs délais, la construction pourrait même débuter en janvier prochain. Mais je serais très satisfait si les travaux commençaient en avril 1991.»

Les deux premières priorités de la CSCS pour le programme à frais partagés sont l'école Le Triolet et l'école l'Assomption. «L'école Marie-Immaculée n'a pas à s'inquiéter, déclare Roland Quintal, directeur général par intérim de la Commission scolaire catholique de Sherbrooke. Le projet de rénovation de cette institution demeure une priorité pour nous, et nous n'avons certes pas l'intention de la renvoyer aux calendes grecques.»

La Commission scolaire catholique de Sherbrooke vient de déposer la liste de ses neuf priorités au Bureau régional de l'éducation. Roland Quintal est confiant d'obtenir les subventions nécessaires pour débuter prochainement les travaux des quatre premières priorités. «Tout dépend, dit-il, de la décision du Conseil des commissaires. Si les trois premiers projets à frais partagés sont acceptés, nous trouverons les 600 000 \$ nécessaires pour répondre aux exigences du programme. De toute façon, c'est au début de mai qu'on saura où on s'en va.»

Consensus pour une corporation touristique

Christian Caron Coaticook

Créer une corporation touristique sans but lucratif, autonome, qui serait en grande partie financée par le milieu, voilà la proposition qui ressort principalement de la journée de concertation en tourisme qui s'est déroulée samedi, à la polyvalente La Frontalière de Coaticook et à laquelle près de 80 intervenants ont participé.

Trois questions étaient particulièrement à l'étude lors des différents ateliers. Désire-t-on une corporation autonome en tourisme? Quel serait le mandat de celle-ci? Et comment pourrait-on financer cette entité touristique?

Un consensus a vite été obtenu en ce qui concerne la création d'une corporation. Selon la majorité des participants présents, la présence d'un tel organisme dans le milieu est main-

tenant devenu nécessaire. Présentement, le Comité touristique est relié à la Corporation de développement économique régional de Coaticook. Le développement touristique dans la région de la MRC de Coaticook repose essentiellement sur le bénévolat. Or, ce bénévolat, selon certains, montre des signes d'essoufflement.

Mandat

Le mandat de cette corporation en tourisme serait évidemment de promouvoir les produits de la région. La promotion deviendrait ainsi la priorité de cet organisme. Elaborer un plan d'action et maintenir des liens étroits avec la Corporation de développement économique seraient également des objectifs à respecter.

Financement

La question du financement a certes été celle qui a retenu le plus l'attention des participants tant lors des ateliers qu'en période plénière. Bien des suggestions ont été proposées par les participants. Dans un atelier, par exemple, l'on a proposé de maintenir le 10 000 \$ injecté par la Corporation de développement et d'y ajouter des contributions des municipalités. Pour combler le manque à gagner, la corporation en tourisme implanterait une TPS touristique. Selon ce principe, les entreprises verseraient des sommes d'argent selon ce que leur rapporte l'industrie touristique dans une année.

On estime qu'il faudrait une somme minimale de 50 000 \$ pour assurer le bon maintien de cet organisme dans le milieu.

La suggestion qui semble cependant la plus populaire est celle qui préconise une contribution des entreprises du milieu. Selon les participants, l'implication des entreprises du milieu est grandement souhaitable pour la viabilité de cette corporation en tourisme. Alain Laroche de l'ATE, qui agissait en tant qu'animateur, croit que les entreprises concernées directement ou indirectement par le tourisme (près de 180) pourraient verser une somme de 200 \$ annuellement. «Si nous ne sommes pas prêts à verser 200 \$ par année, c'est tout simplement que nous ne croyons pas au tourisme», de lancer Jean-Charles Blais, président du Syndicat de gestion de Coaticook.

Constant que le financement de cette corporation autonome repose sur l'implication des entreprises du milieu, le président de la Chambre de commerce de Coaticook, Gérard Thibault, a proposé de réunir tous les membres prochainement pour tâter le pouls. Ainsi, c'est à l'issue de cette rencontre qu'il sera possible de connaître l'intérêt du milieu face au tourisme dans la région.

La présidente du Comité touristique et responsable de cette journée de concertation, Joanne Beaudin, s'est dite heureuse des résultats de ce rassemblement.

Gérin d'accord avec la décision de Postes Canada

Gilles DALLAIRE Rock Island

«J'approuve le programme de rationalisation des opérations de la Société canadienne des postes. Ce programme vise à fournir des services plus accessibles, en plus grand nombre et d'une meilleure qualité à la clientèle. Est-ce que l'accessibilité, la diversité et la qualité des services que la Société canadienne des postes fournit aux résidents de Rock Island souffriront de la fermeture du bureau de poste local? Je ne le sais pas. Il faut s'assurer que ce ne sera pas le cas.»

Selon M. François Gérin, député conservateur de Mégantic-Compton-Stanstead à la Chambre des communes, l'expérience, tentée dans de petites agglomérations de la taille de Rock Island, a démontré que les services fournis par un comptoir postal aménagé dans un établissement commercial facile d'accès sont aussi bons, et dans nombre de cas, meilleurs que les services que fournit un bureau de poste.

«Un bureau de poste n'est ouvert que pendant 37 heures et demie par semaine alors qu'un comptoir postal l'est durant les mêmes heures que l'établissement commercial qui le loge, soit beaucoup plus longtemps. Cela fait certainement l'affaire de personnes qui travaillent pendant la journée», a expliqué hier M. Gérin, qui a révélé avoir transmis la résolution faisant état de l'opposition de la Ville de Rock Island à la fermeture du bureau de poste au président de la Société canadienne des postes et au ministre responsable de cette agence gouvernementale.

Il a rappelé qu'il y a présentement un bureau de poste à Rock Island et un à Stanstead et il a invité les membres du conseil de ville de Rock Island à se demander en toute honnêteté si un seul bureau de poste et des comptoirs postaux aménagés à des endroits faciles d'accès ne suffiraient pas.



François Gérin

«J'aimerais qu'ils se posent cette question avec toute l'impartialité dont ils sont capables comme administrateurs des deniers publics», a-t-il expliqué, en soulignant qu'il est important de savoir de combien de bureaux de poste le secteur a vraiment besoin.

Il a ajouté que, pour convaincre la Société canadienne des postes de faire volte-face, Rock Island a invoqué des arguments qui lui paraissent d'un bon poids, la proximité de la frontière américaine et le nombre apparemment assez élevé de résidents de la ville américaine de Derby Line qui sont des clients réguliers du bureau de poste de Rock Island.

Décision rendue aujourd'hui?

MAGOG

La Commission municipale ne décidera vraisemblablement qu'aujourd'hui, après avoir entendu les représentations de Me Guy Achim, procureur de la municipalité régionale de comté de Memphrémagog, si l'audition de la demande d'augmentation du prix de l'enfouissement des déchets présentée par la firme Bestan, propriétaire du site où les déchets cueillis sur presque tout le territoire de la municipalité régionale de comté sont enfouis, sera reportée.

Me Achim souhaite que l'audition de la demande qui doit débiter au-

jourd'hui et se poursuivre pendant tout le reste de la semaine soit reportée afin qu'il ait le temps de réunir les experts dont les témoignages lui sont essentiels pour démontrer que la hausse de prix exigée par Bestan est exagérée.

L'entreprise qui touche 6,25 \$ par tonne de déchets enfouis veut obtenir l'autorisation de hausser le prix de l'enfouissement des déchets à 12,50 \$ la tonne.

L'année dernière, elle avait réclamé une hausse de prix substantielle alors que la Commission municipale ne lui avait accordé qu'une partie à la suite des représentations de la municipalité régionale de comté.

Campagne de 100 000 \$ à Cookshire

Cookshire

Si les citoyens emboîtent le pas en se montrant généreux avec la levée de fonds qui vient d'être lancée, alors Cookshire pourra s'enorgueillir de posséder d'ici quelques mois son centre communautaire.

A tout le moins, le président de Loisirs Cookshire inc., Yvon Bibeau, nourrit beaucoup d'espoir face au projet initié par cette corporation sans but lucratif. Les coûts en sont évalués à 250 000 \$.

«Si les résultats de la collecte de fonds atteignent l'objectif, alors la construction sera aussitôt lancée. On compte y aller en deux phases: d'abord mettre la charpente sur pied et ensuite faire les travaux de finition à l'intérieur. Pour cette deuxième phase, nous miserons sur les corvées et le bénévolat. Cela permettrait de sauver jusqu'à 50 000 \$ sur le coût total du projet.»

Donc, en matière de collecte d'argent, les responsables comptent sur 100 000 \$ de prêts sans intérêt et de dons. Des activités de financement auront aussi lieu, comme une loterie voyage. «Pour la différence, nous procéderons par emprunt. La municipalité, qui nous cède déjà le terrain et les infrastructures, endossera également l'emprunt», note-t-il.

Pour M. Bibeau, il ne fait pas de doute que l'implantation d'un centre communautaire offrant une salle polyvalente de 450 places n'est pas un luxe.

Correspondant recherché à Lac-Mégantic

Le service des nouvelles de La Tribune est à la recherche d'un(e) journaliste pigiste pour Lac-Mégantic. La personne intéressée doit posséder une bonne maîtrise de la langue française et demeurer à Lac-Mégantic. Communiquer avec Maurice Cloutier, adjoint au chef des nouvelles, 564-5454.

GRANDE FETE DU 20e ANNIVERSAIRE
TOUJOURS LA MEME DIRECTION

 Luc Thivierge	 Richard Dion	 Serge Malo	 Liliane Dion	 Gilles Dion
 Neil McTavish	 Martin Roy gérant de service	 Yves Gaudreau gérant des pièces		

20 ANS DE SERVICE APRES VENTE UNE SUPER FORCE

20 ANS DE BONS PRIX VOYEZ-NOUS AVANT D'ACHETER

20 ANS DE CHOIX MODELES COULEURS INVENTAIRE COMPLET

OUVERT DE 9h00 à 21h00 LES 6 ET 7 AVRIL

OUVERT VENDREDI SOIR ET SAMEDI SOIR

DES PRIX DIGNES DU 20ième ANNIVERSAIRE

OUVERT VENDREDI SOIR ET SAMEDI SOIR

MAGOG

DION CHEV OLDS

843-6571

OUVERT de 9h00 à 21h00 - 6 JOURS - 72 HEURES

PLEIN SOLEIL SUR LES CONVERTIBLES

SUZUKI

2 SIDEKICK POUR LE PRIX D'UN*

POUR UN TEMPS LIMITE, OBTENEZ UN TOIT RIGIDE AMOVIBLE SANS SUPPLEMENT



TOUT TERRAIN 4X4

CONVERTIBLE UTILITAIRE ET RECREATIF pour moins de

13 000\$

OU SEULEMENT 280\$/mois*

LA NOUVELLE SAMOURAI

muni d'un système d'injection électronique



CONVERTIBLE UTILITAIRE ET RECREATIF pour moins de

100 000\$

OU SEULEMENT 232.32/mois*

TOIT OUVRANT GRATUIT EN AVRIL SEULEMENT



LA BERLINE 4 PORTES

POUR AUSSI PEU QUE 224.94/mois*

* Comptant de 700\$, alternative achat-rachat. Bail de 60 mois. Taxe en sus. Transport et préparation INCLUS.

ENFIN!
JE L'AI MA SUZUKI!

MI-VALLON
SUZUKI

4376, boul. Bourque, Rock Forest, 563-9915

Régions

La MRC de l'Or Blanc affiche un gain de 47 emplois dans le secteur industriel

Asbestos (MM)

Au cours de la dernière année, la Municipalité régionale de comté de l'Or blanc a enregistré des investissements industriels de 9,5 millions de dollars.

C'est du moins ce que démontre le rapport annuel de la Corporation de développement de l'Or Blanc (CODOB).

Les 18 nouvelles entreprises de services qui ont vu le jour en 1989 ont créé 31 nouveaux emplois pour des investissements de 616 000 \$. Avec une injection de 7 683 000 \$, les 9 nouvelles entreprises de transformation ou de production, lancées en 1989, ont donné de l'emploi à 91 personnes. Les Serres Hypo-Vie du Canton de Shipton ont généré 45 nouveaux emplois pour un investissement de plus de 6 millions de dollars. Plus d'une dizaine d'entreprises

ont pris de l'expansion au cours de la dernière année, créant du même coup 58 emplois avec des investissements de 1 113 000 \$. Deux entreprises se sont démarquées dans ce secteur. Il s'agit des Entreprises Jean-Yves Dubé et de Confaction Asbesterie, qui ont fourni respectivement 15 et 10 nouveaux emplois.

La seule ombre au tableau est la fermeture de huit entreprises et la rationalisation au sein d'entreprises existantes, qui ont entraîné la perte de 102 emplois. Le bilan net au niveau de la création d'emplois dans le secteur industriel se chiffre donc par un ajout de 47 emplois.

Les dirigeants de la CODOB tracent des perspectives économiques des plus optimistes pour l'année en cours. Le président de l'organisme, Raynald Dodier, affirme que: «En tenant compte des projets connus à date, nous estimons que huit nouvelles entreprises s'établiront dans la région d'Asbestos générant, avec l'expansion d'entreprises existantes, plus de 8 millions de dollars d'investissement, tout en permettant la création de 100 nouveaux emplois.»

Il est également permis de croire dans le démarrage de 15 nouvelles entreprises de services, qui devraient générer des investissements de 1 million et créer 60 emplois. Parmi les projets qui pourraient être annoncés en 1990, mentionnons notamment l'usine de valorisation des déchets.

Les bénévoles recueillent plus de 60 000 \$

Asbestos (MM)

Plus de 60 000 \$ ont été recueillis hier par les 300 bénévoles de la Fondation du Centre Hospitalier d'Asbestos.

Il s'agissait de la première levée de fonds depuis l'annonce de la création de la Fondation en décembre 89. Les dirigeants s'étaient fixé un objectif très réaliste de 20 000 \$ pour cette partie de la campagne. La population qui a été sollicitée par les bénévoles correspond à environ 50 pour cent de la population totale de la MRC d'Asbestos.

En détaillant les chiffres, on constate que 30 000 \$ ont été versés par des entreprises, corporations, fournisseurs et institutions de la région, dont 10 000 \$ par la société J.M. Asbestos. La balance provient de dons de la population.

Le président de la Fondation, Roch Fréchette, a précisé que «la générosité de la population est très appréciable. On sent, poursuit-il, que les résidents ont un sentiment de fierté vis-à-vis leur Centre hospitalier. Cela se constate d'emblée par leur générosité qui dépasse largement notre objectif.»

Les membres fondateurs de la Fondation du Centre Hospitalier d'Asbestos ont eux aussi été mis à contribution. Leurs cotisations a permis la première réalisation de la Fondation: un salon de repos pour la parenté d'un malade en phase terminale. Cette salle sera appelée «Le Salon de la Fondation».



La mairesse de Plessisville, Madeleine Dusseault, le Bonhomme Palette et le président du Festival, Ghislain Dubois, invitent la population au 32e Festival de l'Erable.

De l'innovation au 32e Festival de l'Erable

Pierre Hébert

Plessisville

Les responsables du 32e Festival de l'Erable de Plessisville ont décidé de rajouter la programmation des festivités et de revenir à la base en consacrant une journée aux acériculteurs. Un symposium de l'érable marquera le début des festivités qui s'échelonneront du 27 avril au 6 mai prochain.

Plusieurs intervenants du monde de l'acériculture et des responsables du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation participeront à cet événement unique. La qualité des produits d'érable comme le sirop, la gelée, le beurre et la tire sera au centre des discussions. Le plan conjoint et le concours provincial des produits de l'érable feront également l'objet d'échanges.

Concours provincial

Par ailleurs, les gagnants du concours provincial des produits de l'érable seront dévoilés dans le cadre du symposium. La récente décision du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation d'abandonner cet événement, dont il était responsable, a donné un dur coup aux intervenants du Festival.

Toutefois, ces derniers ont relevé le défi en assurant la continuité de cette tradition. En outre, les responsables ont profité de l'occasion pour apporter certaines modifications au concours de façon à augmenter l'intérêt des acériculteurs. Les produits de l'érable seront exposés les 27, 28 et 29 avril au Pavillon André Morissette, de l'École des Métiers, dans le cadre de la période intensive du Festival.

D'autre part, les responsables de la programmation ont fait preuve d'originalité en agencant une foule d'activités susceptibles d'intéresser les jeunes et les adultes. Incidemment, les adeptes de la populaire émission le «Club des 100 Watts» seront servis à souhait puisque l'animateur Marc-André Coallier sera de la fête en présentant un spectacle à 16h, le samedi 28 avril prochain.

L'humour sera également à l'honneur au cours de cette journée avec la présentation en soirée du spectacle «100 limites», sous la grande tente qui sera aménagée sur le site du Festival, à proximité du Carrefour Culturel et Touristique de l'Erable. La dernière journée des festivités sera soulignée de façon particulière avec la présentation d'une parade dans les rues de Plessisville. Plusieurs chars allégoriques feront partie du cortège.

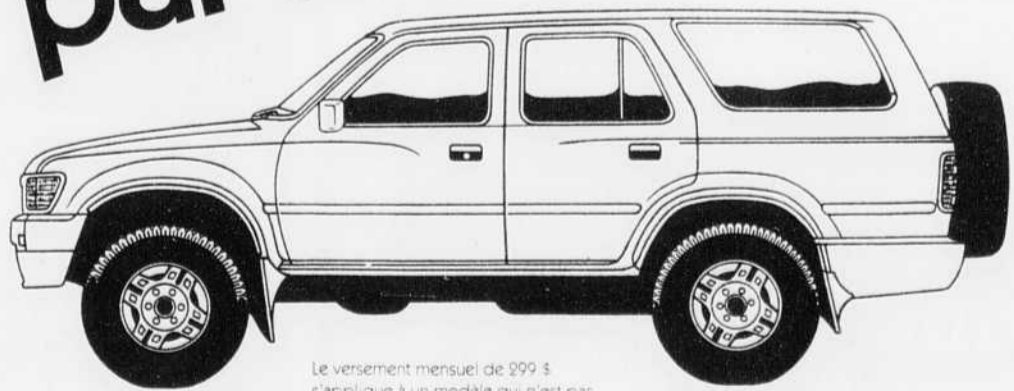
Les responsables de l'événement disposent d'un budget approximatif de 35 000 \$. Le financement est assuré par les activités et la vente d'articles promotionnel. Près de 15 000 personnes sont attendues pour cette soirée de belle fête.

4 Runner 4 portes à partir de

2999 \$

2999 \$ par mois*

Pour plus de détails, voyez un concessionnaire Toyota - il s'en trouve un tout près de chez vous.



Le versement mensuel de 2999 \$ s'applique à un modèle qui n'est pas tout à fait identique à celui illustré ici.

* Contrat d'achat différé de 60 mois, dépôt de 2 000 \$ ou échange équivalent, transport et préparation inclus, taxe de vente provinciale en sus, valeur marchande à la fin du bail, moyennant approbation de crédit, chez les concessionnaires participants.

Vos concessionnaires
TOYOTA



La folie printanière se continue chez...



ON VOUS OFFRE
DES TAUX AUSSI BAS QUE

6.9% sur nos **ESCORT et FESTIVA** 89-90

9.9% sur nos **TEMPO - TOPAZ PROBE - MUSTANG AEROSTAR** AINSI QUE LES CAMIONS, SÉRIE «F» 89-90

L'ÉQUIPE FORD DE RICHMOND VOUS INVITE À LES RENCONTRER AU 615, RUE CRAIG EST À RICHMOND

HEURES D'OUVERTURE
Lundi au vendredi:
8h00 à 21h00

1-800-567-3443
ou 826-3717



Chez Fouquet... un petit déplacement payant!

ÇA S'PEUT PAS! Chez MAGOG MAZDA

TOUS NOS MODÈLES 90% EN INVENTAIRE LAISSÉS AU PRIX DE LA FACTURE (sauf la Miata et M.P.V.)

FINANCEMENT

119%

* 1ère année de contrat pour 60 mois

DERNIÈRE SEMAINE POUR EN PROFITER!



Venez rencontrer:
◀ Yannick Leclerc et Daniel Côté ▶
vos conseillers Mazda



MAGOG MAZDA

209, boul. Bourque
Omerville 868-1101

En collaboration avec le Supermarché Lefebvre
provigo
Francine et Jean-Yves Lefebvre, propriétaires

GENS DE MAGOG LA FONDATION CONSTANCE LANGLOIS COMPTE SUR VOTRE GÉNÉROSITÉ

DU 18 MARS AU 5 MAI 1990

Procurez-vous chaque semaine les PRODUITS VEDETTES et contribuez au projet de construction d'un centre de jour qui accueillera les personnes handicapées de Magog et les environs.

Chaque achat d'un produit vedette au Supermarché Lefebvre devient automatiquement un don de 10c à la Fondation Constance Langlois.

Régions

Un exercice de concertation fructueux

Pierre Hébert Victoriaville

Plus de 125 personnes issues d'une dizaine de secteurs d'activités ont mis de côté leurs divergences d'opinion pour jeter les bases d'une stratégie de développement de la Municipalité régionale de comté (MRC) d'Arthabaska.

Le colloque tenu en fin de semaine à Victoriaville a été parrainé par le Comité d'aide au développement de la collectivité (CADC).

Le plan, qui devrait être complété au début de mai prochain, constituera un outil essentiel permettant d'avoir accès aux différents volets du programme de développement des collectivités. Le document sera déposé au minis-

tere de l'Emploi et de l'Immigration du Canada et servira de référence aux gestionnaires des programmes fédéraux lors de l'évaluation des demandes du milieu.

L'exercice de concertation est l'aboutissement d'un travail de plusieurs mois ayant forcé les participants des différents secteurs d'intervention à élaborer un plan d'action. Ces derniers ont soumis des propositions devant faire partie du plan de développement.

Le colloque a permis la mise en commun de 162 propositions couvrant les secteurs du tourisme, de l'industrie, des commerces et services, de l'agriculture, du communautaire, du monde syndical, de l'éducation et des institutions financières. Certaines propositions seront remaniées, mais les intervenants ont cautionné ce qui

servira de base à l'élaboration de la stratégie de développement de la MRC d'Arthabaska.

Priorités

Les responsables du CADC considèrent que l'économie d'une région se développe grâce à l'effort combiné de plusieurs secteurs d'activités. Il n'est donc pas question de privilégier l'un des secteurs par rapport à un autre dans la stratégie de développement. Les responsables insistent sur la nécessité que chaque sphère d'intervention dispose de son propre plan d'action.

Incidemment, le président du CADC, M. Jean-Paul Croteau, se réjouit de l'exercice parce qu'il a forcé chaque secteur à faire le point et à établir sa propre stratégie de développement. Les

grandes orientations de ces sphères d'activités seront vraisemblablement comprises à l'intérieur du plan global de la MRC.

M. Croteau est aussi heureux de cette concertation car elle permet aux différents intervenants de comprendre ce qui se passe dans les autres secteurs d'activités.

Les membres du CADC assureront le suivi du colloque et travailleront à la rédaction du plan global de stratégie de développement de la MRC d'Arthabaska. Il est fort possible que certains secteurs soient consultés de nouveau pour compléter le document. Le président de l'organisme assure que le plan de développement de la MRC d'Arthabaska sera finalisé au début de mai.

MUNICIPALITES EN BREF

Grève au Cégep

Les étudiants des départements de bureautique et de techniques administratives du Cégep de Victoriaville et ceux de l'École du meuble et bois ouvré contestent la légalité du récent mandat de grève pris par les autres étudiants en assemblée générale et demandent un remboursement de leur cotisation étudiante.

Une représentante des étudiants mécontents, préférant garder l'anonymat, soutient que les groupes concernés n'ont jamais été avisés de la tenue, jeudi dernier, d'une assemblée générale. L'annonce d'un tel exercice aurait été effectuée essentiellement au pavillon central. Les étudiants des autres pavillons auraient donc été

laissés dans l'ignorance.

Cette personne ajoute que les portes permettant l'accès à la salle où se tenait l'assemblée étaient verrouillées. Il était donc impossible pour les autres étudiants d'y accéder.

Les mécontents contestent également la méthodologie utilisée pour obtenir un mandat de grève. Ces derniers se disent lésés et demandent que l'Association étudiante rembourse la cotisation versée au début de l'année scolaire. Les étudiants du Cégep doivent réévaluer aujourd'hui, en assemblée générale, la pertinence de poursuivre le débrayage amorcé jeudi dernier.

Assemblée importante à Saint-Charles

C'est vraisemblablement ce soir, lors d'une réunion précédant l'assemblée régulière du conseil municipal, que les élus de la municipalité de Saint-Charles prendront position sur deux dossiers chauds, soit l'avenir de la Cité des Loisirs et l'annexion d'une partie du territoire de Drummondville à St-Charles.

Le premier magistrat s'est refusé à émettre le moindre commentaire préférant attendre l'assemblée publique avant de dévoiler la position du conseil municipal.

La municipalité voisine de Drummondville a proposé récemment

d'absorber les dettes de la Cité des Loisirs de St-Charles de Drummond en autant que cette corporation s'annexe à la ville.

D'autre part, la position de St-Charles dans le dossier d'annexion d'une superficie de 2,5 km carrés qui se trouve sur la rive nord de la rivière St-François devrait susciter un grand intérêt. Récemment, le député de Drummond à l'Assemblée nationale, M. Jean-Guy St-Rock, a recommandé au ministre des Affaires municipales, Yvon Picotte, d'imposer le statut quo dans ce dossier.

Rénovation de quartiers: phase VIII

Pierre SEVIGNY THETFORD MINES

La ville de Thetford Mines injectera un montant global de 425 000 \$ pour la concrétisation de la phase VIII du programme de rénovation de quartiers.

Les travaux seront effectués au cours des prochains mois dans le quartier Amiante. Ils consisteront à renouveler les infrastructures d'aqueduc et d'égouts sanitaire et pluvial ainsi que la pose d'un nouveau revêtement bitumineux sur les rues Demers, Lafond et Rousseau.

Les travaux commanderont des déboursés de 373 205,85 \$, soit 141 738,50 \$ pour la rue Lafond, 111 035,70 \$ pour la rue Demers et 109 431,65 \$ pour la rue Rousseau. Une somme de 11 000 \$ est également prévue pour l'achat de sable et l'aménagement d'un terrain, sans oublier des frais contingents de 51 794,15 \$.

Le règlement d'emprunt prévoit l'émission d'obligations pour un montant de 425 000 \$. La ville de Thetford Mines remboursera 752 182,80 \$, capital et intérêts, sur une période de dix ans.



Le grand bal d'époque qui s'est déroulé samedi soir à Drummondville, dans le cadre des festivités du 175e anniversaire, a attiré pas moins de 750 personnes, dont toutes les personnalités locales. La danse d'ouverture du bal a été pour le moins impressionnante.

«Je me suis lancé un défi et Nutri/Système m'a permis de le relever!»

«J'ai compris un jour qu'il fallait s'aimer soi-même pour aimer les autres. C'est ce jour-là que, devant toute ma famille, je me suis lancé le défi de perdre du poids. Grâce à Nutri/Système, j'ai perdu 38 livres et appris à ne pas les reprendre. Aujourd'hui, je magasine les vêtements qui me plaisent, je suis bien dans ma peau et surtout, je suis fière de moi!»

Johanne Lemire

Le programme d'amaigrissement Nutri/Système comporte:

- perte de poids efficace, sécuritaire et facile
- surveillance individuelle par des professionnels
- aucune nécessité de compter les calories
- programme de modification fondamentale du comportement
- pas d'injection, pas d'attrape.

Succès depuis plus de 19 ans.

Notre cliente JOHANNE LEMIRE de SHERBROOKE a perdu 38 livres.

PLUS DE 1 500 CLINIQUES DE PAR LE MONDE

nutri/système mc
cliniques minceur

3 SEMAINES

pour seulement

49\$*

APPELÉZ AUJOURD'HUI POUR UNE CONSULTATION GRATUITE SANS OBLIGATION

SHERBROOKE

823-7000

DRUMMONDVILLE

474-4151

BIENTÔT À VICTORIAVILLE

* Comprend 3 semaines de services Nutri/Système. Ne comprend pas le coût des aliments Nutri/Système exclusifs. Les journaux et le maintien. Valable aux centres participants. Nouveaux clients seulement.

Gouvernement du Québec
Bureau d'audiences publiques
sur l'environnement

DÉCHETS DANGEREUX

La Commission d'enquête sur les déchets dangereux tiendra une seconde tournée de consultation sur ses orientations quant à la gestion des déchets dangereux.

Des séances de consultation auront lieu selon le calendrier suivant:

DATES

15, 16, 17, 18 mai 1990
22 et 23 mai
24 et 25 mai
29 et 30 mai
31 mai et 1er juin
5 et 6 juin
7 et 8 juin
12 et 13 juin
14 et 15 juin
16 juin
18, 19, 20, 21 juin

VILLES

Montréal
Sherbrooke
Trois-Rivières
Québec
Jonquière
Hull
Val-d'Or
Sept-Îles
Sainte-Anne-des-Monts
Cap-aux-Meules
Montréal

Les personnes et les organismes qui désirent présenter un mémoire doivent faire connaître leur intention à la Commission avant le 13 avril 1990, 17 heures. Les mémoires qui seront présentés lors des séances de Montréal devront parvenir à la Commission avant le 4 mai 1990, 17 heures; les autres devront être acheminés deux semaines avant le passage de la Commission dans la région.

Francine Perron
Secrétaire générale de la Commission
5199, rue Sherbrooke Est
Bureau 4500
Montréal (Québec)
H1T 3X9

Téléphone: (514) 873-3692
Télécopieur: (514) 873-8668

**GAGNEZ
DE L'ARGENT!
RABAIS...**

5% 10% 20% 70%

Matériaux de construction, meubles, coiffeurs, luminaires, assurance-habitation, etc.

LA SOCIÉTÉ SEPO

- escomptes auprès de nombreux détaillants
- rabais que vous utilisez à votre gré
- devenez membre pour votre profit.



SOIRÉE D'INFORMATION
GRATUITE

MARDI 3 AVRIL 1990
19h00, 20h00 et 21h00

MOTEL LA RÉSERVE
Rue King O., Sherbrooke

TIRAGE DE SIX CARTES DE MEMBRE

Informations: 823-9962
Permis 114188

PERSONNE NE BAT VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER

VOICI POURQUOI:



Rabais garanti Chrysler

Le rabais garanti* est une offre unique dans l'industrie automobile. Si le montant du rabais offert sur nos modèles 1990 augmente avant le 30 septembre 1990, Chrysler vous enverra un chèque couvrant la différence.



Économies supplémentaires

Grâce aux ensembles-options, vous pouvez économiser jusqu'à 1 300 \$†.



Taux de crédit de 9,9%

Chrysler vous offre un taux de crédit de 9,9% ** pour un terme de 24 mois, de 10,9% pour 36 mois et de 11,9% pour 48 mois.



La transmission automatique ou le climatiseur sans frais supplémentaires

Sur les Plymouth Sundance, Dodge Shadow, Dodge Spirit et Plymouth Acclaim, vous pouvez obtenir la transmission automatique ou le climatiseur sans frais supplémentaires ††.



Plus de remises en argent et plus de taux de crédit sur plus de modèles que Ford et GM combinés***.



Remise en argent + taux de crédit + réduction de prix

En plus d'un taux de crédit de 9,9% et d'une remise en argent de 500 \$, Chrysler vous offre jusqu'à 483 \$††† de réduction supplémentaire sur la Colt 100 1989 de Plymouth et Dodge.

Venez faire l'essai des voitures et des camions qui vous en donnent plus pour votre argent.

Dodge
Colt 100
Colt 200
Shadow
Spirit

Plymouth
Colt 100
Colt 200
Sundance
Acclaim

Chrysler
Daytona
Dynasty

Eagle
Vista
Summit

Jeep
Cherokee

Camions Dodge
Dakota
Pick-up Dodge

Achetez ou louez de votre concessionnaire Chrysler.

GARANTIE 7/15

Garantie limitée de 7 ans ou de 115 000 km sur le groupe motopropulseur.
Détails chez le concessionnaire.

GARANTIE 3/60

Garantie de 3 ans ou de 60 000 km de pare-chocs à pare-chocs sur les modèles importés seulement.
Détails chez les concessionnaires.



Chrysler Canada

CHRYSLER

CHRYSLER

* La période de garantie couverte en vertu de l'offre de rabais garanti prend fin le 30 septembre 1990. L'offre de rabais garanti s'applique uniquement aux modèles 1990 et ne couvre que les remises en argent (non les taux de crédit).
** Les offres de crédit ne s'adressent qu'aux particuliers achetant pour leur usage personnel. Elles annulent toutes les offres précédentes et ne peuvent être combinées à aucune autre. Conditionnelles à une approbation de crédit de Chrysler Crédit Canada Ltée, elles ne s'appliquent qu'aux véhicules achetés chez les concessionnaires Chrysler participants et livrés par ces mêmes concessionnaires, du 2 avril 1990 jusqu'à l'heure de fermeture des concessionnaires le 31 mai 1990. La livraison doit se faire à partir du stock actuel des concessionnaires. Les offres de crédit ne s'appliquent ni aux véhicules loués, ni à ceux devant faire partie d'un parc automobile. Pour certains modèles, les acheteurs admissibles bénéficient d'un taux de 9,9% pour un terme maximal de 24 mois, de 10,9% pour 36 mois et de 11,9% pour 48 mois. Pour le Jeep Cherokee, les acheteurs admissibles bénéficient d'un taux de 9,9% pour un terme maximal de 24 mois, de 10,9% pour 36 mois, de 12,9% pour 48 mois et de 14,9% pour 60 mois. Les acheteurs sont responsables des taxes, de l'immatriculation, du transport, des assurances et autres frais pouvant s'appliquer.
† Voir votre concessionnaire pour le détail de ces offres.
†† Les économies réalisables sur les ensembles-options sont calculées d'après le P.D.S.F. des options achetées séparément. Voir votre concessionnaire pour le détail des offres relatives aux ensembles-options.
††† La transmission automatique ou le climatiseur, au choix de l'acheteur, est inclus dans le prix du modèle de base des Sundance et Shadow. Pour les Spirit et Acclaim, la transmission automatique ou le climatiseur est offert sans supplément sur les véhicules équipés des ensembles-options appropriés. Certains concessionnaires peuvent ne pas avoir ces véhicules spécialement équipés en stock pour livraison immédiate. Dans le cas du climatiseur, l'option glaces teintées devra être commandée séparément. Le coût de cette option est en sus ainsi que les taxes. Le concessionnaire peut vendre moins cher. Détails chez le concessionnaire.
*** Selon l'équipement avec lequel le modèle a été livré au concessionnaire par le constructeur, ce montant peut varier de 262 à 483 \$.



PERSONNE



TOUT SIMPLEMENT

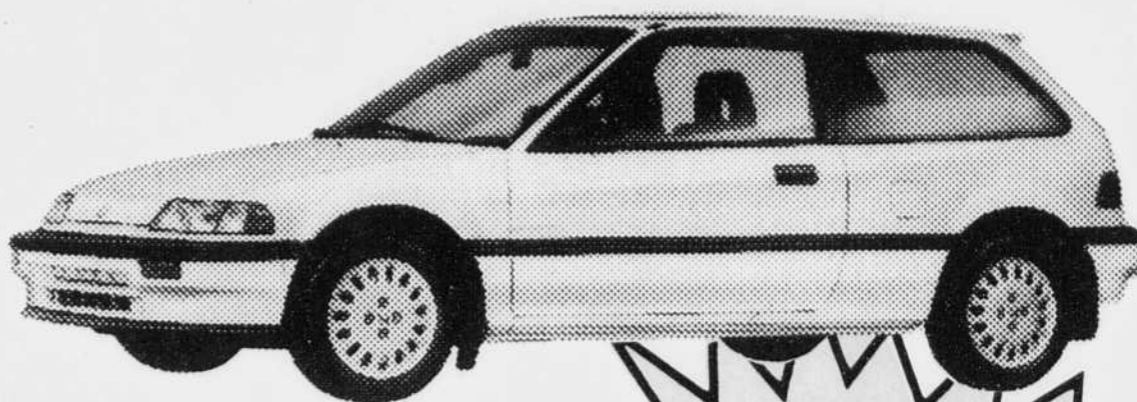


IRRÉSISTIBLE!



CIVIC CX 5 vit. 90

- moteur 1.5 L, 16 valves, à injection
- vitres teintées ■ dégivreur arrière



9995\$

t.t.p. en sus

**VENEZ VOIR
LES SPÉCIAUX
DU PRINTEMPS**

UNE PREMIERE EN ESTRIE
ECONAUTO HONDA vous offre
maintenant une
GARANTIE DE
7 ANS / 160 000
km

Changement d'huile,
filtre
et vérification

en
12
points

1295

Main-d'oeuvre incluse



ÉCONAUTO HONDA

l'équipe gagnante

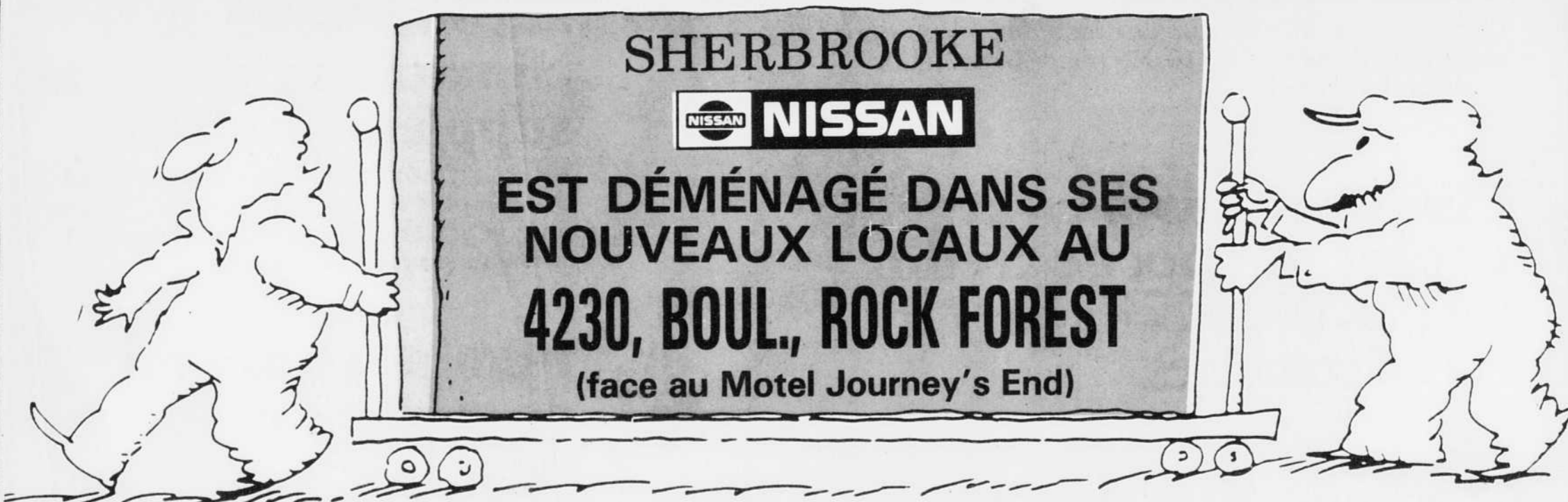
HONDA

2615 King ouest - Sherbrooke

566-5322

Membre du groupe Auto Dymax Inc.

**DÉPARTEMENT
DE SERVICE
OUVERT**
AUSSI LES SOIRS
DU LUNDI AU VENDREDI
JUSQU'À 22h00



Venez admirer notre
superbe salle de montre

18

C'EST À VOIR!

3 FOIS PLUS D'ESPACE...
3 FOIS PLUS DE SERVICES..
3 FOIS PLUS, POUR VOUS!

DES PRIX SURPRISE VOUS ATTENDENT

CHANGEMENT
D'HUILE ET
FILTRE

avec
vérification en
12 points

12⁹⁵

(Main-d'oeuvre incluse)

SHERBROOKE



NISSAN

4230, BOUL. BOURQUE
ROCK FOREST
(face au Motel Journey's End)

823-8008

Membre du groupe Auto Dymax inc.